



COMMUNE DE VALRÉAS

Police Municipale

Dossier suivi par Vincent DEFOSSE

Responsable Pôle Sécurité

Tél : 04.90.10.06.60. – Fax : 04.90.37.69.75

Courriel : secretariatpm@mairie-valreas.fr

PM/VD/LD

ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2024-03/61

Portant règlementation temporaire de la circulation et du stationnement sur la contre-allée du Cours Victor Hugo afin de permettre le bon déroulement de la braderie organisée par la "Petite Ressourcerie", le samedi 18 mai 2024 de 07h00 à 18h00.

■ LE MAIRE DE VALREAS,

- **VU** l'article L.2212-1, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;
 - **VU** les articles L.411-1, R.411-1 à R.411-5, R.411-7, R.411-8, R.417-3 et R.417-10 et R.417-11 du Code de la Route ;
 - **VU** l'article R.610-5 du Code Pénal ;
 - **VU** l'article L.511-1 du Code de la sécurité intérieure ;
 - **VU** l'Arrêté Ministériel du 24/11/1967 modifié ;
 - **VU** l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière du 07/06/1977 et du 07/07/1977 ;
 - **VU** l'Arrêté Interministériel du 07/06/1977 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et ses textes subséquents ;
 - **VU** l'arrêté municipal du 17/07/2000, relatif à la réglementation générale de la circulation et du stationnement ainsi que de l'utilisation de la voie publique ;
 - **VU** l'arrêté du Maire n°2020-06/11 du 5 juin 2020, portant délégation de fonctions et de signature à M. Franck VIGNE Adjoint délégué à la sécurité ;
 - **VU** la demande de l'association Coup de Pouce représenté par la coordinatrice Madame MOURRE Charlène – 3 rue du Temple – 84600 Valréas.
- **VU** l'avis favorable des élus ;

Considérant qu'il appartient au Maire de réglementer la circulation et le stationnement sur le territoire de la ville de Valréas afin d'assurer la sécurité et le bon ordre sur la voie publique et de veiller à salubrité et la tranquillité publiques ;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier et de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur la contre-allée du Cours Victor Hugo afin de permettre le bon déroulement de la braderie organisée par la "Petite Ressourcerie", le samedi 18 mai 2024 de 7h00 à 18h00.

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le samedi 18 mai 2024 de 07h00 à 18h00, le stationnement et la circulation sont interdits sur la contre-allée du Cours Victor Hugo devant les vitrines de la boutique, la "Petite

Ressourcerie” au droit du n°61 sur douze places de stationnement, afin de permettre l’installation d’étals à l’occasion de leur braderie.

Article 2 : Dispositions réservées aux services d'intervention : les dispositions du présent arrêté ne sont pas opposables aux véhicules d'intervention des centres de secours, police et gendarmerie, ambulances privées et unités d'intervention des centres hospitaliers extérieurs, faisant usage de leurs avertisseurs spéciaux et agissant dans le cadre de leurs missions respectives.

Article 3 : La signalisation est mise en place par les Services Techniques Municipaux dès l’affichage du présent arrêté.

Article 4 : Les dites places peuvent être rendues à leur usage initial en cas de fin prématurée ou d’annulation de la braderie.

Article 5 : Les contraventions au présent arrêté sont constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements. Les véhicules se trouvant en stationnements gênants ou interdits font l’objet d’enlèvement et de mise en fourrière.

Article 6 : Les droits des tiers demeurent expressément réservés pour autant qu’ils ne s’opposent pas aux mesures d’intérêt général.

Article 7 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, Monsieur le Directeur des Services Techniques et Monsieur le commandant de la brigade territoriale de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté qui est inscrit sur le recueil des actes administratifs de la commune, affiché sur les lieux de mise en place des signalisations et dont ampliation est adressée à :

- Monsieur le Commandant du centre de secours,

Fait à Valréas, le 15 mars 2024

Pour le Maire,
Par délégation,
L’Adjoint délégué à la sécurité,
Franck VIGNE.



Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes (Gard) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Publication sur le site internet de la ville le : 18 MARS 2024